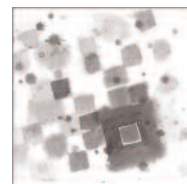


# Assonnances



*Arc en Ciel  
Théâtre*

LA LETTRE DU RÉSEAU ARC-EN-CIEL THÉÂTRE N° 50 ★ SPÉCIAL DLM

LES ATELIERS CITOYENS EN PREMIÈRE LIGNE

## DIRE LE MONDE

FESTIVAL D'ÉDUCATION POPULAIRE  
SAINTES 27 FÉVRIER — 3 MARS 2013

## PASSER À L'ACTION

« On a tous un monde nouveau dans le cœur . »

Bien sûr, nous savons que nous disposons du confort, de la jouissance des objets et d'une certaine liberté. Nous sommes, pour la plupart d'entre-nous, des nantis.

Enfin pas tous, ni toutes.

Cela nous empêche parfois de dormir quand nous entendons au détour d'une radio, qu'il y a huit millions de pauvres dans notre pays, cinquième puissance mondiale.

À quoi peut bien nous servir cette puissance ?

Nous entendons ici ou là, que les reconductions à la frontière continuent imperturbablement, que les expulsions se poursuivent, que les budgets dits « sociaux » se resserrent, que le gaz augmente parce qu'on ne change pas la formule de calcul de son coût, que des hauts fourneaux ferment parce qu'un consortium mondial l'impose à notre malheureux état, que les vagues du chômage enflent mois après mois, que la crise explique tout, particulièrement le règne sans partage de la finance.

Nous entendons vaguement. Mais à vrai dire, nous ne voyons plus, parce que si nous voyions nous ne pourrions plus vaquer à nos petites affaires.

Où donc est l'espérance ? Quel est ce monde que nous allons léguer à nos enfants ?

Pourtant notre vie est sans cesse égayée par un sourire, un verre partagé entre amis, la révolte de jeunes gens,

une main tenue ou tendue, l'immensité de la gentillesse et de la beauté qui parfois, nous submerge.

Nous voulons vivre.

Nous ne voulons plus subsister seulement et gâcher notre vie à la perdre dans d'interminables transports pour rejoindre un improbable lieu de travail, où des méthodes moyenâgeuses de commandement nous imposent une culpabilité qui ne nous laisse pas d'autre choix que la déprime ou les tranquillisants.

Nous avons tous quelque part dans le cœur l'intuition et l'envie d'un autre monde, dans lequel les mots auraient un sens, les actions du poids, où les promesses seraient tenues.

Pire, nous savons bien que ce monde est possible, malgré et surtout peut-être grâce aux tombereaux de dénégations déversés par les experts de tous poils, qui n'ont d'autre penum que de conserver la garde de leur prêt à penser au carré.

Alors n'attendons plus. N'attendons plus qu'on nous donne la parole ou le pouvoir. Exerçons-les ! Là où nous vivons, avec qui partage nos utopies ! Rêvons d'un monde qui nous appartiendrait et ne serait plus otage des profits et des calculs de la finance et de ses sbires.

Bienvenue dans la démocratie !

# Citoyenneté : une ville et une association main dans la main

**L'Haÿ les Roses est une commune de la banlieue parisienne, où se poursuit depuis 2009 une expérience originale d'utilisation du théâtre-forum, dans le cadre d'un projet de développement de la citoyenneté porté par l'association L'HAÏCITÉ.**

**Nous avons rencontré René Badache d'Arc en ciel Ile de France, Jean-paul Bazin, Habitant membre de l'association, Pierre Coibault, Maire de l'Haÿ-les-Roses, Milène Coitoux, Élu et membre de l'association, Noëlle Ducroux, Élu et membre de l'association, Bernard Gitler, Élu et membre de l'association, Patricia Leroux, Habitante membre de l'association, Valéry Maury, Habitante membre de l'association, Francine Michiels, Présidente d'une association de théâtre amateur et membre de l'association.**

**Il est 17 heures, dans une salle tout en long de la Mairie fermée pour cause de vœux du nouvel an, tous réunis nous engageons la discussion autour des origines du projet.**

C'est en 2005 que naît le Café Citoyen qui a pour objectif de favoriser le débat entre habitants, en dehors des réunions de partis politiques et en utilisant des méthodes d'éducation populaire. Les instigateurs se proposent d'aborder toute question intéressant la vie ensemble, dans un esprit de laïcité.

En 2009-2010, l'association prend un nouveau départ et change de nom pour devenir L'HAÏCITÉ, marquant son ancrage dans une volonté de contribuer à faire société.

C'est en 2011 qu'elle rencontre le Théâtre Institutionnel

et par l'intermédiaire d'ACTIF, le théâtre-forum qui lui paraît un outil intéressant et efficace pour son projet.

Aujourd'hui et sur une fréquence mensuelle, Séance de théâtre-forum et Conférence-citoyenne s'épaulent pour ouvrir et approfondir une réflexion concernant des questions de société.

Les habitants participants ont tout de suite vu l'intérêt qu'il y avait dans le théâtre-forum, de la promotion d'une parole collective, sans jugement de valeur. L'espace ainsi proposé autorise une expression moins socialement retenue, plus libre et qui, de ce fait conjugue l'individuel et le collectif, produisant ainsi un dialogue de société.

L'articulation entre le jeu et l'échange verbal favorise une communication plus riche, plus conviviale aussi, sans doute, où chacun est amené à sortir de son rôle habituel. Travailler à partir de situations concrètes dynamise par la suite les échanges.

Un tel espace, dans lequel chacun peut, sans crainte, dire ce qu'il pense, est peut-être ce que l'on peut nommer « laïcité », puisque c'est un espace public qui est tenu à l'écart des réflexes partisans.

Le théâtre-forum ouvre une perspective d'échanges qui peuvent se dérouler en dehors des orientations que chacun peut avoir ou défendre, dans une pratique qui n'est pas seulement de se faire plaisir, mais aussi d'aborder la chose politique autrement.

Tout le monde s'accorde pour estimer qu'il y a une nécessité de disposer pour une collectivité, de lieux où les



## Contacts

L'association a pour objet :

- de promouvoir la recherche et le développement de l'information économique, politique, sociale et culturelle,
  - d'organiser le débat politique et sociétal par des rencontres en saisissant toutes les opportunités de mobilisation des habitants,
  - de concourir au resserrement du lien social, intergénérationnel, intraculturel et de contribuer à l'éducation, la citoyenneté et à la solidarité.
- Les rendez-vous citoyens qu'elle organise se veulent un lieu de rencontre au service de la réflexion, du débat démocratique et d'échanges d'idées. C'est un espace laïc et respectueux du pluralisme, ouvert à la reconnaissance d'intérêts divergents, d'opinions contraires exprimées dans le respect de l'autre et la diversité des engagements.

Aujourd'hui l'association LAHAÏCITÉ en partenariat avec Arc-en-ciel Théâtre, a lancé une autre

forme de débat démocratique et d'échange d'idées, recourant d'avantage encore à une meilleure participation des citoyens en mettant en place un nouvel espace d'expression et une autre façon de débattre, c'est l'organisation de séances de théâtre-forum.

Ont été organisées des séances autour des thèmes tels que :

Les relations homme/femme,  
La démocratie locale,  
La culture,  
Les droits de l'enfant,  
La laïcité pour préparer un débat,  
et des débats avec EddyKahldi, Jean-michel Laxalt, Pierre Coibault, Yves Guerre, Henri Schwebel, Gilles Paillard, Roland Biache, Eva Joly, Hervé Kempf, Pierre Radame, Philippe Frémaux, Philippe Marzolf, Pierre Tournemire, Charles Comte .

En 2013 sont prévues des sessions à propos de :  
L'éducation,  
Jeunes en banlieue,  
Le bénévolat,  
L'éducation populaire,  
La culture,  
et l'accueil de personnalités telles que Florence AUBENAS, Jean-françois KAHN.  
L'association saisira aussi toutes les opportunités de rencontres citoyennes et de théâtre-forum en partenariat avec d'autres organisations.

**Bernard GITLER**  
**41, rue Bronzac**  
**94240 L'Haÿ-les-ROSES**  
**laycite@gmail.com**

habitants puissent exprimer leurs points de vue. Dans les réunions « instituées » il existe trop souvent un « jeu des rôles » qui fige les points de vue et stérilise le débat. La parole est alors inaudible. Il est alors important que la Ville favorise l'émergence d'autres pratiques, l'utilisation d'autres méthodes pour qu'une partie de l'intime puisse aussi se dire, car cette partie nourrit également les points de vue de chacun sur la vie en collectivité.

C'est ainsi que le théâtre-forum, notamment parce qu'il permet de jouer avec les rôles — y compris en en changeant — et parce qu'il aborde les questions d'une manière concrète, amène celles et ceux que l'on n'entend généralement pas dans des réunions classiques, à sortir de leur apparent mutisme.

Le projet porté par l'équipe de l'association est donc bien de créer du débat en dehors des discours formatés. Un rendez-vous citoyen, parce que le débat débouche sur l'échange. Et cette ouverture est justement ce qu'amène le théâtre et le jeu : transformer le débat et le conflit qui l'accompagne, en échange, en écoute. Jouer amène à se poser des questions à soi-même et à mieux percevoir le point de vue des autres, non pour faire advenir un œcuménisme sans saveur, mais pour que chacun puisse tenir compte des positions des autres.

Ce projet, très clair soulève pourtant beaucoup de questions et d'interrogations qui ont trait à la manière de faire vivre la démocratie dans une collectivité.

D'abord, toutes les questions peuvent-elles se traiter ainsi ? Il y a le temps de l'interrogation et celui de la décision. Il faut bien trancher à un moment ou à un autre. Et il y a peut-être des dossiers techniques, administratifs qui relèvent d'une compétence technique et qui, de ce fait échappent à ce type de mise en débat, qui resterait cantonné à l'opinion intime.

Mais la décision doit aussi être préparée, instruite — au sens de ce qu'il est indispensable de savoir —. Peut-être est-ce cette phase préparatoire au cours de laquelle chacun pourrait oser dire, qui est trop souvent oubliée et grâce à laquelle le décideur pourrait "faire son miel" des implications des opinions intimes avec la vie collective, de manière à éclairer sa décision finale.

Ensuite si tous semblent en accord pour prôner la nécessité du débat, il reste à articuler celui-ci avec le passage au réel. Débattre ne suffit pas. Encore faut-il, pour que l'échange ait un sens, qu'il débouche sur quelque chose. Comment faire alors, pour que de la confrontation des points de vue naisse une décision démocratique, qui lèse le moins de monde possible et respecte non forcément la règle de la majorité, mais celle du bien commun ?

Peut-être faut-il séparer clairement deux moments : celui de l'instruction et celui de la décision qui ne suppose pas

le même niveau de responsabilité et d'engagement. Peut-être aussi faut-il sortir de l'idée que tout ne peut être dit sur la place publique et qu'il reste une sorte de "domaine réservé" auquel ne pourrait accéder le citoyen "normal". On pourrait imaginer un moment où tous, citoyens et quel que soit le rôle de chacun dans la société, débattraient également, en présence les uns des autres en organisant la rencontre de leurs différents points de vue, de manière à ce qu'ensuite chaque groupe puisse tirer les conséquences de cet échange.

À noter d'ailleurs, que la majorité des participants de l'Atelier n'avait pas connaissance de la fonction d' élu de quelques-uns parmi eux, ce qui tend à prouver qu'il est possible à un élu de tenir son statut de citoyen avant de prendre celui d' élu responsable, ce qui ne nuit en rien à la qualité des échanges, au contraire peut-être !

Le débat doit servir à faire bouger les lignes, de manière à trouver les moyens d'améliorer pour tous la qualité du vivre ensemble, le partage collectif de l'espace et de ses ressources. Informer et comprendre doivent être les deux actions qui en sont la base, à condition que cette information et cette compréhension se déroule dans un climat de parole ouverte, hors de la langue de bois que tiennent souvent les institutions ou les divers groupes de pression.

Enfin, il reste la grande et épineuse question de la participation. Comment associer le maximum de personnes à un tel programme ?

Tous s'accordent pour penser qu'il y a une réelle demande d'implication de la part des habitants, mais qu'en même temps il n'est pas facile de les mobiliser.

Peur encore et quand même d'une prise de position publique — la conviction intime est réservée au cercle des "connaissances" —, d'un risque de violence lié à des questions trop impliquantes ou défense d'un territoire — chacun chez soi et les moutons seront bien gardés ! — peur enfin de la récupération possible par une quelconque organisation ou institution.

Il y a sans doute de nouvelles habitudes à installer, de la patience à avoir et peut-être aussi mettre ce nouvel outil à disposition de groupements, de collectifs, d'associations, de conseils de quartier, pour qu'ils s'en saisissent à leur propre usage.

Dans tous les cas l'HAÏCITÉ poursuivra son action en 2013, en mariant séances de théâtre-forum et Rencontres citoyennes.

■ Propos recueillis et mis en forme par Yves Guerre

## Collectivités locales & Associations : partenaires ou prestataires ?

**Le Ministère de la jeunesse, des sports, de l'éducation, populaire et de la vie associative a engagé en 2013 une réflexion visant à établir de nouvelles bases pour un partenariat entre Collectivités territoriales et associations. Nous avons demandé à Valérie FOURNEYRON, Ministre et Didier MINOT du Collectif des Associations citoyennes de commenter ce chantier.**

### **"Pourquoi le Ministère lance t-il ce chantier maintenant ?"**

— J'ai la volonté profonde, depuis mon arrivée à la tête du ministère, de retisser les liens entre l'Etat et le secteur associatif afin de réinstaurer de la confiance mutuelle. Je veux soutenir le développement de la vie associative et faire reconnaître les associations comme actrices de l'innovation et créatrices de lien social sur les territoires. C'est mon ambition et elle guidera toute mon action. Nous avons engagé, avec Benoit HAMON, ministre délégué à l'Economie sociale et solidaire, un chantier visant à remettre à plat les modalités de contractualisation Etat-collectivités-associations. L'objectif est de sécuriser les modalités de financement public des associations pour donner à la fois aux collectivités locales suffisamment de sécurité juridique pour qu'elles aient recours à la convention de subvention et garantir au maximum l'initiative associative. L'association ne doit pas être considérée comme un prestataire des collectivités, comme c'est parfois le cas. L'association est un partenaire à part entière.

— Depuis 10 ans une politique régressive était menée vis-à-vis des associations, pour les instrumentaliser et les réduire à l'état de simples prestataires. Le Président de la République s'était engagé pendant la campagne électorale à renouer des relations partenariales reposant sur la confiance et les engagements réciproques. Il est heureux qu'il tienne sa promesse et que le gouvernement lance ce chantier en vue de définir de nouvelles relations avec les collectivités.

Les associations citoyennes ont besoin de sécurité pour agir dans la durée au service de l'intérêt général. Sans elles la société ne fonctionnerait pas. Il est nécessaire que les puissances publiques, des collectivités jusqu'à l'Europe, reconnaissent ce rôle à sa juste valeur et rendent ainsi plus légitime l'action des associations citoyennes.

Les associations ont aussi besoin d'une sécurité juridique et administrative et d'un climat de confiance, en rupture avec le mépris qui caractérisait la période précédente.

### **"Pourquoi et à quelles conditions les associations peuvent-elles être un interlocuteur des collectivités territoriales ?"**

— Les associations doivent retrouver leur rôle de défricheur, d'expérimentateur, d'innovateur et d'aiguillon des politiques publiques sur les territoires. Certaines se sont institutionnalisées et sont parfois devenues, au fil du temps, des auxiliaires des collectivités. Cette évolution vers une pratique gestionnaire peut être justifiée si elle reste arrimée à un vrai projet associatif. Mais il est aussi important que les associations continuent à jouer leur rôle spécifique et privilégié dans l'aide à la construction des politiques publiques. C'est aussi ce qui fonde leur légitimité.

— Depuis 10 ans, les financements de l'Etat aux associations ont régressé de 30 %, et les collectivités sont devenues les principaux financeurs de la vie associative. Il est vital de clarifier leurs relations. Face à ces enjeux, les collectivités et les associations doivent agir ensemble. Beaucoup de projets associatifs constituent des réponses partielles à ces enjeux. Le partenariat est donc nécessaire, à la fois au niveau des actions quotidiennes et pour élaborer ensemble des réponses construites à travers des projets de territoire.

### **"Qu'attendre d'une Charte régissant les relations Etat - Collectivités - associations ?"**

— Je viens d'installer un groupe de travail présidé par le préfet honoraire Jean Pierre Duport et le sénateur Claude Dilain qui est chargé de rédiger un projet de Charte qui engagera l'Etat, les collectivités et les associations autour de principes partagés. La Charte des engagements réciproques de 2001 doit absolument être réactualisée et retravaillée pour mieux correspondre à la réalité et aux besoins des associations et des territoires. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que les collectivités territoriales soient partie prenante de cette nouvelle charte, car elles sont devenues des interlocutrices et des partenaires incontournables des associations au niveau local. Cette nouvelle Charte devra redéfinir les principes généraux de concertation entre la puissance publique et le secteur associatif et fixer les modalités de contractualisation entre l'Etat, les regroupements de collectivités territoriales et la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA).

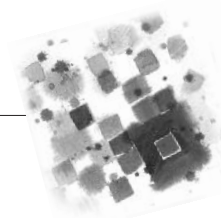
Valérie FOURNEYRON.

— La charte élaborée en 2001 comporte de nombreuses dispositions extrêmement positives, mais qui n'ont pas été appliquées. En outre, elle se limitait aux relations entre l'Etat et les associations. On peut améliorer la rédaction à la marge, mais les 2 choses nouvelles qui justifient une nouvelle réflexion sont la participation des collectivités à ces démarches et la volonté du gouvernement d'en assurer l'application.

En soi une charte ne suffit pas à transformer les choses, mais elle apporte un état d'esprit.

On peut espérer que la charte nationale sera déclinée en une multitude de chartes locales qui permettront d'asseoir les relations entre les collectivités et les associations sur la base d'un projet commun et d'un partenariat solide, en rupture avec des solutions de facilité que représentent les appels à projets et les appels d'offres.

Didier MINOT



Petit à petit

## FESTIVAL MODE D'EMPLOI

Venir avec nos rêves, nos utopies, nos envies de changement, en ayant à l'esprit ce qui peut nous réunir plutôt que ce qui nous sépare encore.

Autour des participants aux ATELIERS-CITOYENS de toutes les régions de France, nous tenterons de mettre en mouvement notre propre croyance en notre capacité de transformer ce monde.

Nous aborderons la question des relations entre les citoyens, leurs associations et les Collectivités territoriales, dans la perspective de dégager des méthodes et des actions de coopération destinées à ouvrir une nouvelle donne démocratique dont notre pays a grand besoin.

Comment inventer une démocratie dans laquelle les citoyennes et les citoyens que nous sommes ne seraient pas tenus pour quantité négligeable ?

C'est possible, si nous le décidons ★

### 22 - 23 et 27, Spectacle, Concert, Film et Exposition

#### JEUDI 28 FÉVRIER TRAVAILLER AUTREMENT



9 h 30

##### CONFÉRENCE POPULAIRE

Centre Social Bellerive  
*"Peut-on changer l'organisation du travail ?"*

14 h

##### ATELIER CITOYEN

Salles Saintonge  
*"Comment faire pour être heureux dans son travail ?"*



17 h 30

##### ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Auditorium Abbaye  
Régies de Quartier  
*"Le travail citoyen ?"*



21 h

##### GARE AU-X LOUP

Salle Goffroy Martel  
Spectacle  
Cie Coyote Minute

#### VENDREDI 29 FÉVRIER L'ÉGALITÉ DANS LA DIFFÉRENCE



9 h 30

##### CONFÉRENCE POPULAIRE

Cave la Graine d'orge  
*"Existe-t-il une identité féminine, masculine ?"*

14 h

##### ATELIER CITOYEN

Salles Saintonge  
*"Comment faire pour que l'égalité soit une réalité ?"*



17 h 30

##### FAUT-IL ENCORE SE BATTRE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS ?

Auditorium Abbaye  
Témoignages La Clef  
et Coordination femmes 17



21 h

##### CONTROVERSE

Auditorium  
*"Éducation populaire, avenir de la démocratie ?"*

#### SAMEDI 1ER MARS FAIRE RESPIRER LA DÉMOCRATIE



9 h 30

##### CONFÉRENCE POPULAIRE

Café Sol  
*"La démocratie directe peut-elle exister ?"*

14 h

##### ATELIER CITOYEN

Salles Saintonge  
*"Comment faire pour construire une démocratie ?"*



17 h 30

##### COLLECTIVITÉS ET ASSOCIATIONS

Auditorium Abbaye  
Cidefe  
*"Partenaire ou prestataires ?"*



21 h

##### BAL TRAD

Hall Mendes France  
Association Feunouvia

#### DIMANCHE 2 MARS

##### BILAN — CLOTURE DU FESTIVAL



Auditorium de l'Abbaye aux Dames

pour plus d'infos [www.direlemonde.org](http://www.direlemonde.org) et 05 46 91 98 79

Le  
programme

## Ateliers citoyens : là et là-bas

### ARC-EN-CIEL LIMOUSIN, MIDI-PYRÉNÉES

#### LE BOURG (46)

17 Juin

"Comment faire pour faire fonctionner la démocratie ?".

11 Novembre

"Comment faire pour faire fonctionner la démocratie dans nos associations ?".

#### ST SIMON (46)

12 janvier 2013

"Comment faire pour faire fonctionner la démocratie dans nos associations ?".

#### ST CÉRÉ (46)

25 janvier 2013

"Comment faire pour faire fonctionner la démocratie dans nos associations ?".

### ARC-EN-CIEL POITOU- CHARENTES

#### ROYAN (17)

1er Juin

"Comment faire pour que la démocratie nous ressemble ?".

#### SAINTES (17)

23 Octobre

"Comment faire pour parler d'inégalités entre les hommes et les femmes ?".

11 décembre

"Chômeurs, victimes ou coupables ?".

### COMPAGNIE MYRTIL COMPAGNIE GAÏA

#### ANGERS (49)

15 mai

"Comment faire pour utiliser notre pouvoir sur nos vies ?".

### ARC-EN-CIEL ILE DE FRANCE

#### LA HAÏ LES ROSES (94)

29 Septembre

"Comment faire pour exercer la démocratie ?".

21 Novembre

"Comment faire pour que les enfants se prennent en charge face à internet ?".

14 Décembre

"Laïcité, comment faire pour vivre ensemble ?".

#### PARIS (75)

16 Juin

"Comment faire pour participer à la décision publique ?".

### CIE DES NUITS PARTAGÉES

#### MONTPELLIER (34)

15 Novembre

"Comment faire pour montrer l'exemple en tant que parent ?".

17 décembre

"Comment faire pour nous mêler de ce qui nous regarde ?".

14 janvier

"Comment faire pour que l'école ne soit pas vécue comme inutile ?".

### CIE LA FABRIQUE DES GESTES

#### NANTES (44)

20 Novembre

"Comment faire pour lutter contre une discrimination à l'embauche ?".

11 Décembre

"Comment faire pour résister à la paresse démocratique ?".

### KANEVEDENN

#### RENNES (35)

9 Novembre

"Comment faire pour vivre l'égalité homme-femmes au quotidien ?".

24 Novembre

"Comment faire pour survivre sans travailler ?".

1er et 15 février

"Comment faire pour établir la démocratie, ici ?".

#### DOUARNENEZ (29)

6 Novembre,

"Comment faire pour être moi avec toi ?".

#### QUIMPER (29)

12 juin

"Comment faire pour travailler dans la dignité ?".

12 février

"Comment faire pour établir une relation d'égalité entre cet homme et cette femme ?".

#### PLOMELIN (29)

22 février 2013

"Comment faire pour établir la démocratie, ici ?".

### PLOUJEAU-MORLAIX (29)

19 février 2013

"Comment faire pour établir la démocratie, ici ?".

### LE TEMPS D'AGIR

#### DALOU (09)

27 Septembre

"Comment faire pour faire évoluer les pratiques éducatives ?".

25 octobre

"Comment faire pour exercer sa citoyenneté quand on est jeune ?".

14 Décembre

"Comment faire pour changer les relations entre jeunes et élus ?".

26 janvier

"Comment faire pour exercer sa citoyenneté ?".

### PRÉSENTS À SAINTES

ANGERS 49

AYTRÉ 17

DALOU 09

DOUARNENEZ 29

LA HAÏ LES ROSES 94

LE BOURG 46

MONTPELLIER 34

NANTES 44

QUIMPER 29

RENNES 35

ROYAN 17

SAINTES 17

ST SIMON 46



On en parle

# Il y a 20 ans, la démocratie, déjà !

## un lieu ingérable, mais nécessaire



**Dès la création d'ARC-EN-CIEL THÉÂTRE, la démocratie était au cœur de nos préoccupations. Extraits d'un texte de 1991.**

... "Peut-être ainsi que s'il n'existe plus de ville au sens humain du terme, c'est tout bonnement parce qu'il n'existe plus de citoyen à part entière dans la ville, celle-ci étant constituée de ceux-là, et que s'il n'existe plus de citoyens c'est parce que plus personne aujourd'hui ne peut avoir — même seulement la sensation — de participer ou de peser en quoique ce soit sur les décisions qui concernent son environnement proche et quotidien.

Parce qu'enfin il n'existe plus de lieu où la collectivité ensemble réunie puisse — sans intermédiaire d'aucune sorte, mais chacun de ses membres en personne — directement exercer sa liberté de parole, d'opinion, de choix et de décision.

Les seuls lieux ouverts sont les lieux de l'institué, donc de la logique de l'instituant et de ses agents, dont il est patent que les axes de développement visent de façon centrale la conservation de l'institution et non la fonction qu'elle est censée exercer ...

... Qui osera contredire que l'Elu se préoccupe plus de son avenir politique que de ses mandants ? Que le médiateur social, sous peine de schizophrénie, ne peut décidément travailler à sa propre disparition ? Que les différents Centres, Maisons, Offices rendent plus de comptes à leurs mentors financeurs qu'à leur public ? Que le système scolaire n'est pas sous la fascination de son propre vide ? Que les médias confondent leur propre promotion avec "l'appétit d'information du grand public" ? Etc ...

... Appelés pour "favoriser l'expression et la participation des habitants" nous avons toujours pu constater que la commande qui nous était ainsi faite — rarement par ces derniers à l'origine — était toujours en porte à faux avec d'une part, la demande qu'ils nous adressent au cours de notre collaboration avec eux, ce qui peut se comprendre, mais aussi avec la demande implicite du commanditaire qui peut, et c'est là qu'est le problème, être ou se révéler parfaitement contradictoire avec le contrat et la commande initiaux. Nous avons ainsi été parfois pris dans quelques traquenards où le pouvoir souhaite toujours plus — quelle que soit sa nature — faire avaliser par le plus grand nombre ses décisions les plus solitaires ou mystérieuses, qu'être à l'écoute de ses mandants. Et l'on observera que plus elles le sont, et plus la demande de consensus est forte ...

... Se creuse ici un peu plus qu'ailleurs la béance entre ceux qui décident et ceux pour qui ON décide, dans laquelle se glissent plus ou moins adroitement ceux qui savent — conseillers, agents sociaux, animateurs, techniciens, etc... — ce qui est bon pour les uns et pour les autres ...

... Penser que les décisions qui vont s'appliquer à un groupe doivent être préparées, négociées avec ce groupe et tenir

compte de son avis, avant qu'elles ne soient prises et que chacun puisse alors exercer la responsabilité de ses choix, n'est finalement pourtant pas si révolutionnaire que cela. Mais il faut bien conclure que la démocratie n'est pas naturellement consubstantielle à l'activité humaine et qu'elle doit, par conséquent être à la fois une volonté, un risque et une épreuve.

Une volonté, signifie la recherche et le choix des outils adéquats, c'est à dire de procédures qui n'aboutissent pas dans leur mise en oeuvre, au contraire de ce que l'on proclame. Et nous ne dirons rien, de ceux qui sont choisis, justement parce que l'on sait que c'est là qu'ils mèneront ...

... La "participation" des habitants devrait être conçue, non comme une nécessité avec laquelle il faut bien faire — le plus vite possible — mais comme un risque central incontournable co-substantiel à la citoyenneté. A ce titre, le transfert d'une partie du pouvoir central vers le local devrait être ipso-facto accompagné d'un renforcement des moyens de la démocratie locale — on attend toujours les decrets! — ...

... Épreuve que d'imaginer la création d'un espace dans la cité — dans la ville ou le quartier redevenu ville — préhensible par tous les habitants quels qu'ils soient — élus, techniciens, associations, groupements, individus etc... — pour débattre ensemble des questions qui touchent la vie de tous.

Espace prioritairement mental avant que d'être géographique, lieu de la relation sociale, c'est à dire de la différence, de la confrontation, de la discussion, de l'altercation, mais aussi du consensus, de l'alliance, de la fraternité, de la solidarité, lorsque tout le monde s'occupe collectivement de ses affaires ...

... Il suffirait que l'on crée architecturalement cet espace avec l'aide de tous en l'inscrivant dans des cheminements identifiables pour qu'il puisse se mettre à fonctionner à l'initiative de l'un ou l'autre des groupes en présence qui s'en saisirait pour s'adresser aux autres, non comme d'une tribune, mais comme sur un FORUM, pour y vivre cet échange qui précède la décision ...

... Il est un des outils possibles, parmi d'autres, de l'invention d'une démocratie locale préfigurant peut-être le nécessaire accouchement d'une démocratie plus vaste où l'on aurait enfin compris que se parler — même si c'est parfois rugeux — est à tout prendre plus efficace que le chemin qui conduit inexorablement à faire répondre à la morgue, au mépris et à la solitude des uns, par le cynisme narquois ou l'indifférence des autres.

ARC-EN-CIEL THÉÂTRE  
Février 1991.



## Le fond de l'air

# ENTRER EN POLITIQUE !

Quand il y a maintenant plus de vingt ans nous avons engagé l'aventure d'Arc-en-ciel Théâtre, c'était parce que nous nourrissions un projet : celui de contribuer à « renforcer les pouvoirs périphériques face aux pouvoirs centraux » [CHARTRE]. Nous savions que ce projet avait à voir avec la politique, puisque nous ne supportons plus la psychologisation du théâtre-forum vu sous l'angle exclusif de l'opprimé. Nous voulions mettre en demeure les institutions.

Aujourd'hui, après une aventure qui nous a vu comprendre mieux l'immense richesse des points de vue de l'expertise collective et ainsi réinvestir l'éducation populaire comprise comme la mise en jeu de l'égalité des intelligences, nous avons décidé qu'il n'était plus temps d'attendre qu'on nous autorise à, mais qu'il était de notre devoir de nous engager plus avant dans la vie de nos Cités, donc d'entrer en politique.

Qu'est-ce à dire ?

Bien évidemment, nous ne souhaitons pas créer un nouveau parti, ou un syndicat, ni même une organisation, une fédération ou un quelconque groupement. Le Théâtre Institutionnel nous a appris à tenir les institutions pour ce qu'elles sont : un mal nécessaire dont il faut se méfier en les tenant à leur place parce qu'il est peu possible d'en limiter les effets pervers.

Mais nous devons poursuivre notre effort pour trouver les moyens de « faire autrement de la politique » comme nous avons trouvé ceux de faire politiquement du théâtre. Proposer des alternatives à notre vie citoyenne en soupesant les conséquences de nos choix de manière à nous mettre en situation de sujets souverains auteurs de nos projets et de nos actions, tel est ce que le théâtre-forum inaugure dans les ateliers-citoyens que nous avons décidé de développer dans notre réseau.

Ce faisant, nous avons compris aussi que prendre notre vie entre nos mains, ici et maintenant et sans plus attendre, signifiait sortir de la domination et de la demande. Nous avons appris qu'il ne sert à rien de « proposer aux autres », comme s'ils allaient, par enchantement, accéder à nos attentes alors même qu'ils n'en sont pas à l'origine. Ne vaut-il pas mieux directement nous occuper de ce qui nous regarde et décider de FAIRE ce que nous pensons nécessaire à l'exercice de notre citoyenneté et en assumer les conséquences ?

Pour cela dans notre ville, notre quartier, notre travail, nos familles, avec nos amis, par-tout, nous devons sans attendre initier des démarches de démocratie directe, de débat, de confrontations pour nous renforcer nous-mêmes. Nous avons un devoir d'irrespect qui consiste à ne pas nous contenter de ce que l'on nous laisse, mais de demander l'impossible. Seule attitude réaliste disaient-ils déjà, en Mai !

Non pas une démocratie « participative », mais la démocratie en personne ! Voilà un beau programme. C'est donc le nôtre aujourd'hui.

Ne le mendions pas. Faisons-le !

Prenons le temps car il y en a. Invitons nos voisins, ils n'attendent peut-être que cela. Discutons, débattons.

Nous ne devons plus désespérer de nous-mêmes !

### La Lettre du Réseau Arc-en-Ciel Théâtre

Coopérative - n° 50 - Février 2013

Responsable de publication : Lisa Bergeron

Coordination et réalisation : Yves Guerre.

Maquette : Catherine Prototyridès.

### Comité éditorial :

René Badache, Lisa Bergeron, Bruno Bourgarel, Linda Dorfers, Arnaud Frenel, Evelyne Jadé, Amélie Paquereau, Amélie Ramblière, Myrto Reiss, Stéphane Triquenaux.

Supplément à la revue Résonances.  
Ne peut être vendu.

## Le réseau national

### AQUITAINE

ARC-EN-CIEL THÉÂTRE  
63, rue d'Aupérie  
33800 Bordeaux  
06 72 76 13 45

### BRETAGNE

KANEVEDENN  
41, rue de Kerfeunten  
29000 Quimper  
02 98 92 47 08

### ILE DE FRANCE

ARC-EN-CIEL THÉÂTRE  
110 ter, rue Marcadet  
75018 Paris  
01 42 23 40 30

### LIMOUSIN, MIDI-PYRÉNÉES

LE TEMPS D'AGIR  
12, rue de Gudas  
09 120 Dalou  
05 61 60 16 85

ARC-EN-CIEL THÉÂTRE  
Salle de la Tour  
46320 St Simon  
05 65 11 07 56

### PAYS DE LOIRE

COMPAGNIE GAIA  
1, rue Max Richard  
49100 Angers  
02 41 20 86 95

COMPAGNIE MYRTIL THÉÂTRE  
21, rue du Hanipet  
49124 St Barthélémy d'Anjou  
06 62 27 37 88

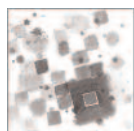
LA FABRIQUE DES GESTES  
12, rue Monte au Ciel  
44100 Nantes  
02 40 78 10 86

### POITOU-CHARENTES

ARC-EN-CIEL THÉÂTRE  
Maison de la Solidarité  
17100 Saintes  
05 46 91 98 79

### LANGUEDOC - ROUSSILLON

COMPAGNIE DES NUITS  
PARTAGÉES  
14, rue Dom Vaissette  
34000 Montpellier  
06 76 94 89 78



*Arc en Ciel Théâtre*

1, rue Sainte Lucie - 75015 Paris - <http://arcenciel.theatre-forum.org> - [arcencieltheatre@orange.fr](mailto:arcencieltheatre@orange.fr)  
Délégation Nationale - 19, rue Thiers - 60800 Crépy-en-Valois - 03 44 39 88 28